



L'État, entre puissance et fragilité

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1173 - mars 2016 -

Date de mise en ligne : vendredi 3 juin 2016

Date de parution : mars 2016

Description :

Bernard Blavette se réfère à Pierre Bourdieu pour rappeler que le pouvoir de l'État reste bâti, et entretenu par des rites, sur la croyance que le peuple a besoin d'être mené par un être supérieur.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Après la désagrégation de L'Empire Soviétique à la fin du XXème siècle, on constate en ce début du troisième millénaire, sur une large partie du monde, un affaiblissement des États qui génère une montée du chaos, notamment sur le continent africain et au Moyen-Orient. Les vieux États-nations d'Europe ne sont pas non plus à l'abri de forces centrifuges qui menacent leur intégrité, comme en témoignent les velléités d'indépendance que l'on observe au Royaume-Uni (Écosse et peut-être Pays de Galles), en Espagne (Pays Basque, Catalogne), en Belgique avec les querelles entre Flamands et Wallons. Il est donc temps de s'interroger sur les causes de ce phénomène, ce qui revient à se pencher sur la nature de l'État et sur les fondements de sa légitimité.

Il est toujours difficile de discourir sur "l'État" parce qu'il s'agit d'une entité protéiforme qui a emprunté, au cours de l'histoire, des dénominations et des formes d'organisation multiples : principautés, cités-États, empires, fédérations, confédérations, républiques, sans oublier, bien sûr, ce dernier avatar étrange, inclassable et confus que constitue l'Union Européenne...

Pour la clarté du propos, nous poserons en préambule que nous nommons État tout corps politique composé d'un territoire précisément délimité, dont la population reconnaît une autorité centrale (élue ou non), dotée d'une bureaucratie et d'une police chargées de faire appliquer les décisions.

Il faut d'abord comprendre que l'État est omniprésent dans nos vies et cela à un degré tel que son action finit par devenir invisible, impensée tant elle fait partie du quotidien.

L'État possède tout d'abord le monopole de la violence légale dite "légitime". Violence physique avec la police et, éventuellement, l'armée dont le rôle consiste à faire respecter l'ordre établi, mais aussi, et peut-être surtout, violence symbolique lorsqu'il s'agit de surveiller la population, d'établir des hiérarchies entre les individus. Ainsi les fonctionnaires du corps judiciaire sont chargés de rechercher et de désigner les coupables des manquements aux lois et de prononcer les peines encourues. Le système éducatif dont l'État est le garant par les diplômes qu'il délivre, procède à un classement des populations avec d'une part les "élites" qui assumeront des responsabilités majeures au sein de l'État et/ou du secteur privé (énarques, polytechniciens....) et bénéficieront d'un large pouvoir et d'un important "capital symbolique", et d'autre part l'immense majorité de la population cantonnée à des tâches subalternes d'exécution et qui ne dispose que de bien peu d'opportunités pour influencer sur les décisions engageant la collectivité en dehors des rituels électoraux.

On remarquera au passage que l'État organise largement la perpétuation et la reconduction des élites au pouvoir par une mansuétude judiciaire vis-à-vis des classes dominantes et une plus grande facilité, à la fois culturelle et matérielle, pour les jeunes issus de la bourgeoisie dans l'obtention des indispensables diplômes [1] .

Le rôle de l'État est aussi crucial en matière économique car, contrairement aux balivernes énoncées par les économistes libéraux, le capitalisme et la concurrence qui va avec, ce n'est surtout pas le "laisser faire" : cela s'organise, et l'État est à la manoeuvre de manière permanente. L'État est, avant tout, le garant de la confiance, sans laquelle aucune activité économique n'est possible. C'est l'État qui garantit la validité des contrats commerciaux et règle les litiges éventuels, c'est l'État qui enregistre et fait respecter les brevets, si chers aux entrepreneurs, c'est l'État qui fixe les rapports entre employeurs et employés par l'intermédiaire du droit du travail, c'est l'État qui organise les grandes infrastructures indispensables à l'activité d'un pays : réseau routier, ferroviaire et aérien, distribution de l'énergie... Enfin, comme nous l'avons constaté lors des nombreuses crises générées par le capitalisme, l'État est l'ultime recours, celui vers lequel tout le monde se tourne en cas de difficultés de niveau systémique.

Mais l'État intervient aussi dans notre vie de tous les jours. Il est le gardien du calendrier, c'est lui qui fixe l'heure, et il ne vient à personne l'idée de contester nos changements d'horaires biannuels. L'État règle aussi notre vie privée en enregistrant les mariages, les PACS, les divorces, les séparations, les naissances et les décès. On mesurera l'importance pour chaque individu de cette reconnaissance par l'État de ce qui est, après tout, du domaine strictement personnel en considérant la lutte acharnée menée par les homosexuels pour obtenir la possibilité de se marier à la mairie.

Remarquons aussi que l'État n'est pas un corps monolithique qui serait exclusivement au service des classes dominantes. Certains secteurs participent largement aux luttes sociales : c'est particulièrement le cas des enseignants, toujours prompts à se mobiliser, des personnels de certaines entreprises publiques, ou même d'une fraction du corps judiciaire, notamment les juges membres du Syndicat de la Magistrature qui dénoncent régulièrement les pressions du pouvoir politique ou les tentatives d'empiètement sur les libertés publiques. En fait, les rapports de forces au sein de l'État sont le reflet de la puissance du mouvement social. Aujourd'hui, profitant de l'apathie générale largement due aux sirènes de la société de consommation, une oligarchie économique-financière internationale a littéralement phagocyté les principaux rouages des États riches du nord et largement infiltré le personnel politique, désormais au service de l'hyper bourgeoisie mondiale.

L'État possède donc un immense pouvoir et peut apparaître comme une entité surplombante, largement au-dessus de la mêlée.

Et pourtant l'État a peur en permanence car il se sait extrêmement fragile. En témoigne le nombre ahurissant de lois visant à renforcer la "sûreté de l'État" votées dans les différents pays du monde au cours de l'Histoire. En faire un recensement exhaustif serait impossible et il semble que tel l'horizon qui s'éloigne perpétuellement, la dite "sûreté" ne soit jamais assez assurée, comme en témoigne en France l'actualité la plus récente.

Il est à cela une raison majeure : comme le souligne le sociologue Pierre Bourdieu, le pouvoir étatique ne repose sur aucune légitimité véritable, il est le résultat d'une simple croyance et il le sait [2]. Il faut alors toujours plus de répression vis-à-vis de toutes actions et individus pouvant mettre la croyance en doute et le pouvoir en péril.

Comme le remarque le sociologue Frédéric Lordon évoquant le régime carcéral particulièrement sévère appliqué aux membres d'Action Directe « Il vaut mieux être le pire meurtrier d'enfants que l'ennemi de l'État » [3].

Le fondement de la légitimité du pouvoir étatique est un problème crucial qui n'a pourtant jamais été résolu. Dès les premières cité-États (Sumer, Babylone...), en passant par les grandes entités politiques qui façonnèrent le monde (Égypte des pharaons, Empire romain, Empire chinois...) [4], jusqu'aux États composant la chrétienté occidentale, les classes dominantes ont, de façon très pragmatique, imaginé de fonder leur légitimité sur la référence à un (ou des) êtres supérieurs. Le souverain était donc l'émanation de la volonté divine dont les castes de prêtres étaient les représentants et les intermédiaires sur la terre. Cette croyance devait être confortée en permanence auprès des peuples par les grandes fêtes religieuses célébrées tout au long de l'année : le Roi, l'Empereur ainsi que les principaux représentants de la noblesse apparaissaient alors aux côtés du clergé pour remercier le Dieu « créateur de toute choses » du pouvoir qu'il leur a conféré et de la vie qu'il a octroyée à la multitude.

<dl class='spip_document_1475 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>

Cette mise en scène atteint son point culminant lors du sacre d'un nouveau souverain, par exemple dans la cathédrale de Reims pour ce qui est de l'Ancien Régime en France. À cet égard, le Sacre de l'Empereur Napoléon Ier et couronnement de l'Impératrice Joséphine dans la cathédrale Notre-Dame de Paris, tableau de David exposé au musée du Louvre, est plus explicite qu'un long discours... Il s'agit là de l'ultime tentative en Europe de légitimer un pouvoir par la religion.

Car les croyances sont éphémères, et à partir de la Renaissance, avec la redécouverte de la pensée grecque et surtout avec les philosophes des Lumières, le caractère sacré des souverains a été largement mis en doute, et l'exécution de Louis XVI constitue une étape décisive dans la désacralisation du pouvoir.

La bourgeoisie, qui devient alors la nouvelle classe dominante, est avide de légitimité. L'idée de "démocratie", empruntée à la Grèce antique, va être utilisée, mais en vidant le concept de son sens profond. Selon le dictionnaire Le Robert la démocratie est « une doctrine politique d'après laquelle la souveraineté doit appartenir à l'ensemble des citoyens ». Pourtant, à la faveur de l'inévitable délégation des pouvoirs à des représentants, la conduite des affaires publiques va être accaparée par une caste de politiciens professionnels qui se mettront le plus souvent au service des intérêts dominants.

Les peuples vont donc vivre dans l'illusion de la démocratie, entretenue régulièrement aujourd'hui par la "cérémonie" des élections au suffrage universel, particulièrement bien adaptée à la période médiatique que nous traversons.

Nous avons droit aux sondages qui, tels les oracles de l'antiquité, mais revêtus d'une onction scientifique, prétendent prédire l'avenir et entretiennent le suspense.

Nous pouvons admirer la campagne d'affichage de chaque candidat avec ses slogans souvent vides de sens, mais qui pèsent lourd, face à une population sensible surtout à l'émotion de l'instant. Souvenons-nous de La force tranquille apparaissant à côté de la photo du candidat sur fond de village bucolique bien français lors de la première élection de François Mitterrand ou du Yes we can de Barak Obama : selon les publicitaires, ils sont deux chefs-d'oeuvre de marketing politique.

Mais la mise en scène va atteindre ses sommets avec le débat opposant les deux finalistes, qui ne fait que confronter deux ambitions antagonistes, et surtout, le jour de l'élection, avec la figure du vainqueur apparaissant sur les écrans à l'heure dite, suivie par les rafales de déclarations et commentaires. Les représentants du peuple sont alors élus sur de vagues programmes, sur des déclarations à l'emporte-pièce qui n'engagent à rien. Mais l'illusion est entretenue, la croyance en un réel processus démocratique demeure, les détenteurs du pouvoir sont confortés.

Tout ce déballage médiatico-publicitaire a pourtant été décortiqué depuis longtemps par le journaliste américain Joe Mc Ginniss dans son ouvrage Comment on vend un Président (1970) qui analyse de façon extrêmement précise la campagne électorale de Richard Nixon et qui peut se résumer ainsi : on vend un Président de la même manière qu'un paquet de lessive, un téléphone portable ou un séjour sur une île de rêve...

Nos « démocraties modernes » ne reposent donc que sur du sable, du vent, une simple croyance par nature fluctuante, et là réside toute la faiblesse de nos États.

L'effondrement de l'URSS à la fin du XXe siècle nous a permis d'assister, quasiment en direct, à la fin d'une croyance. Les grands idéaux de la Révolution d'Octobre 1917, paix, égalité, justice, prospérité à travers la marche vers le socialisme, puis le communisme, ont été tellement dévoyés vers un totalitarisme absurde que la croyance dans la légitimité de l'État a disparu. L'Union Soviétique avec tous ses missiles atomiques et ses milliers de chars de combat, s'est alors désintégrée, elle s'est effondrée sous son propre poids, comme un château de sable, sans

même avoir été attaquée par un envahisseur, comme ce fut bien souvent le cas pour les empires du passé. Une période de chaos au cours de laquelle les chefs d'États s'apparentent plutôt à des chefs de bandes mafieuses s'en est suivie, période qui se prolonge toujours aujourd'hui.

De manière quasiment symétrique, il semble qu'en ce début du troisième millénaire la croyance dans le caractère démocratique, et donc la légitimité de nos États-nations, subisse un processus d'érosion accélérée, dû notamment à la montée vertigineuse des inégalités, à l'État de crise permanent devenu structurel, à la catastrophe écologique, chaque jour plus évidente, et à l'incapacité ou le manque de volonté des dirigeants élus à proposer des solutions aux désordres qui nous affectent. Les signes significatifs de la perte de légitimité des pouvoirs en place se multiplient : perte de confiance généralisée dans le personnel politique, désintérêt grandissant pour les processus électoraux avec montée de l'abstention, recours à des partis politiques diffusant des thèses simplistes et contraires aux droits humains élémentaires (replis nationaliste, racisme...), corruption, retour du fanatisme religieux... Après l'échec de l'expérience socialiste soviétique, ce désordre généralisé signe à son tour l'incapacité du capitalisme néo-libéral à gérer notre planète suivant les principes de la justice et de la raison.

Le « contrat social » tel que l'avait rêvé Rousseau, le communisme marxiste, le socialisme utopique (Proudhon), la « démocratie délibérative » chère au philosophe Jürgen Habermas dans lesquels les citoyens s'assemblent et débattent pour décider de leur avenir semblent inaccessibles.

Mais l'histoire montre que les révolutions apportent parfois des avancées notables, et comme le souligne Frédéric Lordon [5] on ne peut « tenir la rue » en permanence et le pouvoir finit toujours par être confisqué au profit d'une caste quelconque.

N'y aurait-il donc rien à espérer ?

Ce texte n'a bien évidemment pas l'ambition d'apporter des réponses à des questions sur lesquelles buttent, depuis des millénaires, les plus grands penseurs. Pourtant rien ne nous interdit d'avancer quelques idées et d'emprunter quelques chemins peu fréquentés.

[1] Sur la question de la reproduction des élites lire Les héritiers du sociologue Pierre Bourdieu.

[2] Sur l'État, Cours au Collège de France 1989-1992 par Pierre Bourdieu, éd. du Seuil/Raisons d'agir, 2012.

[3] Impérium - Structure et affects des corps politiques, par Frédéric Lordon, éd. La fabrique, 2015. Rappelons que le groupe Action Directe est responsable de l'assassinat du PDG de Renault Georges Besse (1986) et de l'Ingénieur Général de l'Armement René Audran (1985). Ils sont aujourd'hui en liberté conditionnelle après plus de 20 ans d'incarcération dans des conditions extrêmement sévères (isolement, manque de soins médicaux...) qui amenèrent une vive protestation de la Ligue des Droits de l'Homme en 2004.

[4] Ainsi l'Empereur chinois était-il qualifié de « Fils du ciel ».

[5] Exister : Méthodes de Spinoza, par Maxime Rovere - CNRS Editions, 2010.